Flash d'information :

Allongement du délai de péremption des permis uniques en Région wallonne

Madame, Monsieur,

Au Moniteur belge de ce 6 avril 2012, a été publié le décret du parlement wallon du 29 mars 2012 modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le délai de péremption d'un permis unique est celui à l'issue duquel, faute de commencement significatif des travaux de mise en œuvre du permis, ce dernier doit être considéré comme périmé.

Ce décret a pour objet, dans le but de tenir compte des caractéristiques des permis uniques « qui demandent des montages financiers plus complexes et des étapes de réalisation et de mise en œuvre plus nombreuses », d'allonger ce délai de péremption, qui passe de deux à trois ans.

Le décret allonge par ailleurs, de un à deux ans, la prorogation potentielle du permis au-delà de ce délai de trois ans, pour autant que le titulaire du permis en ait adressé la demande à l'autorité compétente trente jours avant l'expiration du délai de péremption de trois ans.

Dans une formulation difficile à comprendre, l'article 3 du décret prévoit que les permis uniques délivrés avant le 1^{er} avril 2012 bénéficient également, sur demande du titulaire, de la possibilité d'être prorogés d'un délai de trois ans.

Quant aux permis uniques déjà prorogés (d'un an, par hypothèse, sur la base de l'ancien texte) avant le 1^{er} avril 2012, ils sont automatiquement prorogés d'un délai supplémentaire de deux ans, pour autant que leur délai de péremption, prorogation initiale comprise, ne soit pas déjà expiré à cette date.

C'est donc pour l'ensemble de ces permis uniques que le délai total potentiel de péremption passe de trois à cinq ans.

Pour un motif que certains disent d'espèce, ce décret est entré en vigueur rétroactivement le 1^{er} avril 2012.

*
* *

Dans l'espoir d'avoir pu vous être utile et restant évidemment à votre disposition, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Michel Delnoy
Avocat au Barreau de Liège
Professeur à l'ULg

Liège, le 30 avril 2012

N.B. : rédigé avec l'attention requise, le présent document a été élaboré dans l'unique but de fournir une information rapide et succincte. Il ne se veut pas exhaustif et ne peut engager la responsabilité ni de l'auteur ni du diffuseur.